Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 28 (2012)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Konrad J. Kuhn, *Entwicklungspolitische Solidarität. Die Dritte-Welt-Bewegung in der Schweiz zwischen Kritik und Politik (1975-1992)*, Zurich, Chronos, 2011.

Basé sur sa thèse de doctorat, l'ouvrage de Konrad Kuhn analyse le développement du mouvement tiers-mondiste suisse au cours des «longues années 1980», examinant aussi bien ses fondements théoriques que ses discours et ses pratiques. La période choisie correspond à la fois à l'apogée et au déclin de la mobilisation en faveur du tiers-monde. Elle s'ouvre en 1975 avec la publication par une commission d'organisations du rapport *Maldéveloppement Suisse-Monde,* qui réclame une nouvelle politique du développement, et elle se termine en 1992 par la Conférence de Rio, qui marque l'avènement du concept de «développement durable».

La structure à la fois chronologique et thématique du livre permet d'appréhender l'évolution d'un mouvement hétérogène, qui a bénéficié de l'apport du mouvement étudiant de 1968, du courant pacifiste et de la mouvance chrétienne progressiste. L'auteur distingue trois groupes d'acteurs: les groupes qui analysent les rapports Nord-Sud et luttent pour les transformer; les œuvres d'entraide, généralement liées aux Églises; les comités de solidarité, plus radicaux, qui soutiennent les mouvements de libération du tiers-monde. Ce sont les deux premiers types qui sont traités dans ce livre car ce sont eux qui, partant d'une base non étatique, imprègnent le plus le discours sur la politique du développement. Par le biais d'une multitude de campagnes, ces mouvements contribuent à sensibiliser l'opinion publique suisse aux problèmes du tiers-monde, à une époque où toute critique à l'égard de la politique du développement est encore soupçonnée de liens avec le communisme.

De bonne facture et abondamment illustré, l'ouvrage donne un aperçu de la diversité des campagnes et des répertoires d'action d'un mouvement dans lequel se sont engagées d'innombrables personnes. Le Symposium de la Solidarité de 1981 a été le point culminant de la mobilisation et de la visibilité du mouvement de solidarité dans l'opinion publique suisse: 3000 personnes, représentant 80 organisations, y ont discuté quatre thèmes principaux: finance, places de travail, actions de solidarité et racisme. Un *Livre noir* y a notamment été présenté, dénonçant les rapports d'exploitation qui régissent les liens entre la Suisse et le tiers-monde.

Alors que, durant la période considérée, de multiples actions ont investi l'espace public et notamment les rues, d'autres s'inscrivent davantage dans le répertoire politique institutionnel. En exigeant l'augmentation du budget alloué par la Confédération au développement à 0,35% du produit national brut, une pétition a recueilli plus de 200 000 signatures en 1983. S'agissant des initiatives populaires, signalons celle qui a été lancée «contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques», qui a été rejetée en votation en 1984.

Basée notamment sur les archives de nombreuses organisations, l'étude détaillée des campagnes permet de mettre en lumière les débats internes, les convergences et les clivages qui traversent le mouvement tiers-mondiste. Au milieu des années 1970, l'ensemble du mouvement est fortement influencé par la théorie de la dépendance et soutient que le développement signifie avant tout la libération. En revanche, au cours des années 1980, aucun fondement théorique commun à toutes les composantes du mouvement tiers-mondiste n'émerge. Si la plupart des groupes s'accorde à considérer comme centrales les questions de la faim, de la fuite des capitaux du tiers-monde ou encore de la dette, cela ne débouche que rarement sur des actions et des prises de positions unitaires.

Schématiquement, deux camps se dégagent : une partie du mouvement tiers-mondiste postule un changement de système ou la mise en œuvre de stratégies alternatives à l'ordre économique mondial; l'autre, plus pragmatique, prône plutôt des améliorations institutionnelles. Ainsi, par exemple, alors que certaines organisations récoltent des fonds destinés à l'aide humanitaire pour lutter contre la faim dans la monde, d'autres s'attachent à sensibiliser l'opinion publique aux causes de ce fléau. Lancée en 1979 par la Déclaration de Berne, l'action «La faim est un scandale» affirme que la faim est le produit d'une évidente inégalité dans la répartition des richesses, injustice dont la Suisse est également responsable. Le débat sur l'entrée de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale, qui débouche sur la votation de mai 1992, divise le mouvement tiers-mondiste: les grandes œuvres d'entraide soutiennent l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods, tandis que les comités de solidarité s'y opposent. La ligne de partage entre les pôles «critique» et «politique » est toutefois mouvante et se situe souvent au sein même des groupes.

Lorsque, à partir de la fin des années 1980, on tire le bilan de 30 ans de politique du développement, on constate que les résultats obtenus sont minces. La politique du développement est en effet devenue un champ vaste et complexe, réservé à des spécialistes, discutée dans les conférences internationales et de moins en moins débattue dans les groupes de base en Suisse. À cet égard, le Sommet de Rio de

1992 constitue un tournant, dans la mesure où il consacre l'hégémonie des ONG et du concept de «développement durable», lequel met en rapport croissance économique et conséquences écologiques. De son côté, le mouvement tiers-mondiste se désagrège et les notions de «tiers-monde» et même de «développement» (tant comme discours que comme facteur de mobilisation sociale) sont devenues obsolètes. La solidarité elle-même, comprise comme un mouvement politique porté par des groupes de base, s'est effritée et a cédé la place à des ONG plus professionnelles. De manière générale, la fin de la guerre froide s'accompagne d'un repli des utopies et d'une certaine désillusion: la profondeur des problèmes de développement dans les pays du Sud paraît telle qu'elle rend toute solution simple irréaliste.

Se réclamant de l'histoire culturelle du politique, cet ouvrage apporte une contribution précieuse à l'historiographie des mouvements sociaux et de la politique du développement, au moment où la Direction du développement et de la coopération fête son 50e anniversaire. Il propose un éclairage nouveau sur une période parfois qualifiée de «décennie perdue» pour la politique du développement, qui a toutefois, en réalité, vu l'essor d'un mouvement tiers-mondiste extrêmement dynamique, qui a touché de larges secteurs de la population. En ce sens, on aurait aimé que l'auteur analyse de façon plus approfondie les liens entre les mouvements tiers-mondistes des années 1980 et les mouvements internationalistes de 68, voire le courant altermondialiste qui naît au milieu des années 1990. À l'instar du rôle de la place financière helvétique, et notamment du secret bancaire, la plupart des thèmes mis en évidence par les mouvements tiers-mondistes restent d'une actualité saisissante.

Nuno Pereira

Luc van Dongen, Grégoire Favre, *Mémoire ouvrière*, Sierre, Monographic, 2011, 247 p.

Dans notre *Cahier* 27, Charles Heimberg avait décrit la très intéressante exposition **Mémoire ouvrière** qui eut lieu à Sierre en 2010 et évoqué la mise sur pied d'un colloque historique par l'AEHMO, sous la responsabilité de Luc van Dongen. L'exposition a finalement trouvé un éditeur et notre association a annoncé sa publication à ses membres et leur a indiqué qu'ils pouvaient l'acquérir à un prix spécial. Il s'agit maintenant de présenter les neuf contributions historiques, réparties dans les trois parties du livre, histoire, mémoire et représentations, non sans avoir réaffirmé la beauté de cet ouvrage, due aux photographies de Grégoire Favre et à son original travail de mise en page.

Auteur en 2006 avec Werner Bellwald d'une histoire de l'industrie

en Valais, **Sandro Guzzi-Heeb** rappelle que le canton ne s'ouvre à l'industrialisation qu'au moment où arrive le chemin de fer, dans les années 1860, et sans avoir connu la phase initiale du développement textile. Les capitaux sont en majorité d'origine suisse alémanique et les ouvriers viennent le plus souvent du Piémont ou de la Savoie. «Ce n'est qu'autour de 1900 que les piliers de l'industrie valaisanne contemporaine se créent», Lonza, Ciba et Aluminium Industrie Aktiengesellschaft (AIAG) qui prendra le nom d'Alusuisse durant le deuxième après-guerre.

Dans *Travailler à l'AIAG durant l'entre-deux-guerres,* **Simon Schwery** signale d'abord que le taux d'activité demeure très variable du point de vue saisonnier et en fonction du marché. Le maximum est atteint lors des conflits mondiaux, l'entreprise vendant sa production d'abord à l'Empire allemand puis au Troisième Reich. Durant la crise, les ouvriers sont renvoyés et les salaires abaissés trois fois successivement. La direction et les cadres viennent de Suisse allemande, ce qui renforce le sentiment de la hiérarchie. Les relations sont tendues et les conditions de travail sont très dures: poussières, fumée, fournaise, plus de 40 degrés dans les fours. Le médecin de Sierre décrit cette situation dans la *Gazette du Valais* et termine ainsi sa chronique: «Il y a quelques années, les usines avaient fait venir une centaine de Croates. En moins d'une année tout ce monde avait disparu. Plus récemment, des Chaux-de-Fonniers quittèrent l'usine avant même d'avoir touché un outil. Des Bernois leur succédèrent. Ils n'y firent guère plus long.» Plus tard, le président de Chippis et député au Grand Conseil condamne la pollution à l'amiante, «Je me demande si, dans de telles conditions, notre existence est encore tolérable et s'il ne viendra pas un jour où toute la population de Chippis sera obligée d'émigrer pour sauver du moins sa vie.» Les curés de Chippis et celui de Sierre condamnent aussi le travail du dimanche. Cependant l'AIAG dispose de l'appui du pouvoir valaisan – le conseiller d'Etat Charles de Preux est un ancien de la direction de l'entreprise – mais l'Inspection du travail se doit de la morigéner en découvrant qu'elle emploie des jeunes de moins de 14 ans!

L'ouvrier-vigneron d'Alusuisse de **Régine Pralong** s'enchaîne parfaitement au texte précédent. Sur les ouvriers travaillant à Chippis, 80% sont issus du secteur primaire et la grande majorité possède des vignes. L'auteur distingue les travailleurs selon l'usage qu'ils font d'une partie de leur salaire, les héritiers non-investisseurs qui améliorent leur production, les héritiers investisseurs qui achètent de nouveaux parchets, et les non héritiers qui acquièrent leurs premiers ceps. Cette structure convient à Alusuisse qui continue à sous-payer ses travailleurs, à l'Etat prônant un monde ouvrier qui s'intègre parfaitement à l'idéologie conservatrice du pouvoir, valorisant

la famille et obéissant aux préceptes sociaux de l'Eglise. Quant à l'ouvrier il considère que le développement de son domaine est la preuve visible de son enrichissement, négligeant ainsi l'apport de l'usine qui, pour cause de pollution multiple, ne dispose que d'une image médiocre dans la presse comme dans l'opinion. Régine Pralong souligne encore que cet «idéal ouvrier-vigneron» doit beaucoup remercier sa femme pour sa disponibilité et la tradition encore vivace du travail familial dans les différentes étapes du labeur viticole. Cette situation va se modifier et cela s'accélère dès les années huitante.

Tout ouvrier d'Alusuisse ne naît pas vigneron, il y a les malchanceux qui n'ont pour seul héritage qu'un permis A. Ce sont des étrangers, des Italiens au départ, qui viennent d'un pays sorti d'une dictature et d'une défaite militaire, découvrant dès 1948 le nouveau statut de saisonnier. Dans *Emigrer et travailler en Valais au rythme des saisons : une histoire d'exclusion,* **Saffia Elisa Shaukat** traite avec beaucoup de finesse sa matière, s'appuyant sur des témoignages d'anciens travailleurs de Chippis. Elle observe que leurs récits évoquent plutôt leur fierté d'avoir été capables de s'intégrer, comme si c'était le but de la législation voulue par l'économie, et ce n'est qu'à la fin de leurs propos qu'ils se remémorent les souffrances vécues: la nécessité de faire 5 années (9 mois chez le patron imposé et 3 mois de retour chez soi) sans interruption pour avoir droit à un permis B et de faire venir leur épouse et leurs enfants. Cinq ans pour obtenir un regroupement familial, un droit de l'homme reconnu par les textes et la Confédération! Les Suisses aussi ont de la peine à se rappeler que cette loi exista et dura jusqu'en 2008. L'oubli fait bien les choses. Par cette remarque l'historienne met fin à la dernière contribution liée à l'histoire, puis commence la partie consacrée à la mémoire.

Dans les enjeux sociaux et politiques de la mémoire ouvrière, **Charles Heimberg** relève que la clarté manque parfois pour distinguer l'histoire et la mémoire; l'AEHMO avait donné ces deux concepts comme titre au colloque de Sierre. Cette sorte d'indistinction pourrait faire croire que le mouvement ouvrier n'existe plus dans la société d'aujourd'hui! La classe dominante fait elle-même son histoire et valorise son image, mais l'histoire ouvrière est écrite par des porte-parole et leur travail tend à rejoindre un discours universel ou académique, celui des élites, à moins que les ouvriers n'interviennent par des actes de mémoires, qui deviendront actes d'histoire. Ainsi l'exposition de Sierre s'annonçait comme un acte de mémoire mais, quand elle parle de la pollution créée par Alusuisse, elle ne le fait pas comme la presse qui dénonce les ravages faits au paysage et aux cultures: par des témoignages et des photographies elle montre que les ouvriers en ont été les premières victimes.

«La mémoire est un champ de bataille», affirme **Mattia Pelli** après avoir constaté que deux groupes d'ouvriers revendiquaient une mémoire différente de leur expérience à la Monteforno, aciérie et laminoirs S.A. L'entreprise créée en 1946 devint rapidement un pôle du développement industriel du Tessin, occupant un millier d'ouvriers quand elle fut rachetée par Von Roll en 1977, et dut fermer ses portes en 1994. Les premiers travailleurs étaient des Italiens du Nord, des provinces de Bergame et de Brescia et dès les années 70 le recrutement se fit en Sardaigne. Les premiers ont gardé le souvenir de la dureté du travail, mais mettent en avant leur fierté de s'être finalement intégrés, tandis que les seconds sont arrivés à un moment où les syndicats se distançaient de la paix du travail et où il y eut des grèves. Les Sardes reprochèrent ensuite à la Monteforno d'avoir perdu leur travail à un âge qui ne permettait pas un reclassement. Cette divergence mémorielle s'est exprimée à l'occasion d'une émission de la télévision suisse italienne et Mattia Pelli a eu le sentiment d'être pris à partie par chacun des deux camps. L'expérience fut néanmoins positive, l'historien a le devoir de tenir compte de cette diversité de la mémoire et de l'expliquer.

Au début de son texte, *Lieux de mémoire? L'exemple de la Maison du peuple de Saint-Claude,* **Alain Mélo** énonce les critères qui selon Pierre Nora permettent de dire d'un édifice ou d'un site qu'il est «un lieu de mémoire». Ayant constaté que la Maison du peuple correspond à ces définitions, l'auteur en fait l'historique en partant de la création du Cercle ouvrier en 1877. Il énumère la création de multiples coopératives, puis situe la construction de la maison dans le sillage des grandes maisons ouvrières belges. Inaugurée en 1910, elle abrite des locaux pour les diverses organisations socialistes et syndicales, des bureaux pour les assurances sociales et une bibliothèque, des sous-sols aux combles s'étagent des entrepôts, un magasin, un atelier typographique, un café, un cinéma et un théâtre. En 1984 l'association La Fraternelle, héritière de cette étonnante réalisation sociale qui avait perdu l'essentiel de sa fonction économique, redémarre comme centre d'éducation populaire en lançant des projets qui intéressent et que financent en partie les collectivités publiques. L'organisation compte aujourd'hui 200 membres et, avec un chiffre d'affaires de 750.000 euros, elle emploie 10 salariés. Outre ses activités culturelles qui lui ont redonné vie, la Maison du peuple conserve d'importantes archives qui doivent être encore mises en lumière et lui permettre de se muer en lieu de «Mémoire coopérative et mutualiste».

Dans la dernière partie de l'ouvrage consacrée aux représentations de la mémoire, il y a deux textes. *La mémoire en pièces détachées* de **Simon Roth** rappelle avec humour et par images successives la difficulté que

fut pour le Valais de reconnaître l'existence d'une classe ouvrière et donc de lui rendre très parcimonieusement hommage. Quant à *Exposer la mémoire ouvrière,* c'est un récit bien trop modeste des différentes formes imaginées par son auteur, **Grégoire Favre,** pour associer les anciens travailleurs de Chippis à la réalisation de son exposition. Les nombreux portraits d'ouvriers rédigés sur la base d'interviews, dont certaines sont reproduites dans l'ouvrage, les innombrables photos qui se succédaient sur les cimaises sont la preuve de la réussite d'une exposition qui fait acte de mémoire et donne en conséquence la parole aux historiens.

Michel Busch

(Les illustrations de ce numéro sont tirées de cet ouvrage.)

Geneviève Heller, *Ceci n'est pas une prison,* Lausanne, Éditions Antipodes, 2012, 438 pages

À l'heure où la construction d'une prison pour adolescents à Palézieux, dans le canton de Vaud, est en chantier (ouverture prévue en 2013), la sortie de l'ouvrage de Geneviève Heller sur l'histoire de la Maison d'éducation de Vennes arrive à point nommé. En effet, en écho à l'obsession sécuritaire qui traverse actuellement notre société, on assiste à la réémergence de structures «para-carcérales» destinées aux adolescents, structures qui ont pour ambition de tenter une conciliation entre une finalité de contention et un contenu se voulant éducatif. La prison pour adolescent-e-s prévue par le nouveau code pénal des mineurs de 2007 en sera le «fleuron» et peut-être avec elle la répétition de l'histoire….

Profitant de la récente ouverture des archives de la Maison d'éducation de Vennes, Geneviève Heller livre une étude fouillée, minutieuse et nuancée de cette institution d'Etat qui vit le jour au début du 19e siècle sous le nom de Discipline. Installée depuis 1805 dans les bâtiments de l'hôpital cantonal à la Mercerie, au pied de la Cathédrale, la Discipline était destinée à l'origine à accueillir des jeunes mis en « correction paternelle » à la demande de leur tuteur ou parent. Garçons et filles cohabiteront jusqu'en 1846 avec des adultes malades, prisonniers et aliénés, avant que cette promiscuité ne soit jugée inacceptable et que soit créée à l'intention des garçons la Discipline des Croisettes, située sur les hauts de Lausanne. Conçue sur le modèle de la colonie agricole alors en vogue en Europe, tenant à la fois de l'asile des pauvres et de la prison, cette institution va avoir progressivement pour principale vocation d'accueillir des placements pénaux, même si elle continuera à être également utilisée pour des placements civils. Les filles attendront encore 25 ans avant d'être transférées à Moudon. La Discipline des Croisettes changera d'appellation et deviendra successivement l'Ecole de réforme

en 1901, la Maison d'éducation de Vennes en 1941 et s'éteindra en 1983, après quelques soubresauts, sous l'appellation de Centre cantonal de Vennes (1981), en abandonnant définitivement sa mission d'internat pour devenir, en 1987, un centre de formation professionnel pour les jeunes en difficulté (COFOP).

L'ouvrage est divisé en trois parties. À travers le portrait des différents directeurs qui ont marqué l'institution de leur personnalité, une première partie, consacrée à son histoire, porte plus particulièrement l'attention sur deux périodes charnières : les années 40 et la période allant de 1970 à 1987.

Les années 1940 voient l'introduction d'un nouveau code pénal ainsi que l'émergence d'instruments spécifiques pour les mineurs (Chambre pénale des mineurs, Office cantonal des mineurs, Office médico-pédagogique). Elles obligent l'institution à entamer des réformes entre les années 30 et 70 pour s'adapter aux modalités d'une éducation moderne. Les années 1970 à 1987 seront le théâtre d'une remise en cause de l'institution par des professionnels de l'action sociale, des acteurs de la société civile et politique et aboutiront à la fin de l'unique institution publique de rééducation en Suisse romande.

Une deuxième partie est consacrée à une approche thématique et aborde les différents registres (architecture, catégories d'élèves, personnel éducatif, cachot, formation professionnelle, loisirs) sur lesquels l'institution a opéré des réformes entre les années 1930 et 1960. La dernière partie porte plus spécifiquement sur les dossiers des élèves et permet, au travers des traces qui en subsistent, de faire émerger l'histoire singulière.

Par le titre de son ouvrage, *Ceci n'est pas une prison*, l'auteure met en lumière l'ambiguïté d'un établissement qui tentera, tout au long de son existence, de se détacher des stigmates de son passé et de se démarquer de sa parenté avec la prison, tout en faisant appel, en mimétisme, aux pratiques du milieu carcéral et à l'arsenal prévu par le Code pénal suisse. Mais jusqu'à sa fermeture, en 1981, ces références seront indissociables du vocabulaire pénitentiaire (on parlera de semi-liberté) comme du choix de ses pratiques coercitives à l'égard de jeunes en infraction avec son règlement (placement en section fermée ou en chambre forte). Située au niveau de la micro-histoire ou de l'histoire locale, la monographie de Geneviève Heller donne accès de manière concrète à l'évolution de la problématique du placement institutionnel et plus particulièrement de la prise en charge des mineurs délinquants et de ses enjeux politiques. Elle aborde de manière détaillée la confrontation de l'institution, durant les années 70, aux changements sociaux (apparition de la drogue, contestation de l'autoritarisme) et à la remise en cause des pratiques disciplinaires et plus largement des placements institutionnels.

En 1978, le Groupe information Vennes publiera un document, *L'Antichambre de la Taule* (Lausanne, Éditions d'en bas, 1978, épuisé), donnant la parole aux jeunes de Vennes, et mènera une campagne pour la fermeture de cet établissement. Sa démarche s'inscrivait dans le mouvement initié par la *Heimkampagne* pour ce qui est de l'Allemagne et de la Suisse allemande et par le Groupe information prison, emmené par Michel Foucault, pour ce qui est de la France. La Suisse romande fut quant à elle marquée par l'action du Groupe action prison et l'engagement du fondateur des Editions d'en bas, Michel Glardon.

La chute de Vennes fut «facilitée» par la personnalité contestée, y compris par les autorités de placement, de son dernier directeur, Jacques Tuscher (1967-1979). Mais l'issue du combat qui aboutit à la fin de Vennes fut aussi le résultat d'un jeu de «contre-alliances» politiques. La droite du Parlement cantonal, toujours prête à faire des économies dans le social et tenante d'une éducation plus répressive, s'empara du dossier et acheva, avec la complicité des autorités judiciaires, la lente agonie de cette institution d'Etat. Elle s'opposera à une restructuration défendant une relation personnalisée à l'égard des adolescents difficiles.

Près de trente ans se sont écoulés depuis... durant lesquels l'offre des prises en charge pour les jeunes en difficulté s'est étoffée, diversifiée, pour tenir compte des problématiques auxquelles ces adolescents sont confrontés et pour se sortir de la tentation du modèle punitif et d'exclusion. Mais l'imaginaire du modèle répressif n'a pas pour autant cessé de hanter la salle des pas perdus.

Car si l'histoire ne se répète jamais vraiment, elle bégaie parfois. En 1900, la Discipline des Croisettes se dota d'un nouveau bâtiment construit en parallèle avec ceux de la prison de Bochuz et du Bois Mermet. En 2013, le pénitencier pour mineurs qui s'inaugurera à Palézieux n'aura rien à envier sur le plan de l'équipement sécuritaire avec une prison pour récidivistes.

Muriel Testuz

Julien Sansonnens, *Le comité suisse d'action civique 1948-1965*, L'Aire, 2012, 101 p., 20 fr.

Se référant à l'article de Karl Odermatt paru dans *Cent ans de police politique en Suisse* (1989), qualifié de «pionnier» pour avoir parlé le premier des archives du CSAV trouvées fortuitement dans la rue, à Aubonne, Julien Sansonnens en développe la thématique et donne plus d'ampleur aux recherches sur les archives de Marc-Edmond Chantre. Ce comité se crée en 1948 au moment où l'anticommunisme est bien présent dans le pays, avivé par le Coup de Prague, puis par l'intervention soviétique à Budapest. Cependant, par ses activités politiques anté-

rieures, Chantre relie l'anticommunisme qui fut un des fers de lance des fascismes des années trente, à celui de la guerre froide et du maccarthisme. Aussi retrouve-t-on dans le CSAC les mêmes méthodes d'analyse et les mêmes pratiques brutales de naguère, pour identifier et réprimer les ennemis intérieurs, quitte à trahir l'idéal démocratique qu'il prétend défendre ou à dévoyer la prétendue neutralité helvétique des politiciens officiels qui soutiennent ses actions.

Julien Sansonnens présente clairement les origines, l'essor, puis la fin de l'organisation nationaliste, en recourant à une division par décennies successives, puis il étudie son financement, son influence sur les intellectuels et les médias, montrant le fort appui dont il bénéficia dans l'armée, les organisations économiques et dans le monde politique y compris des membres du Conseil fédéral. L'auteur donne des cas patents de fichages, de «chasse aux sorcières» ou de licenciements dont furent victimes des adhérents du Parti du Travail.

Julien Sansonnens occupe «des responsabilités au sein du POP vaudois», il revendique une recherche qui ne se confine pas à la «neutralité» et dans sa conclusion il indique que la fin du CSAC, comme l'Affaire des fiches, n'ont pas fait disparaître la hantise d'un complot communiste qui refait régulièrement surface, harnaché au goût du jour. La préface de Luc van Dongen, chercheur spécialisé dans les réseaux d'espionnage internationaux, encourage vivement à lire ces 100 pages d'histoire engagée.

Michel Busch

Raymond Spira (coord.), *La Chaux-de-Fonds, 1912-2012. Histoires d'une ville de gauche,* Neuchâtel, Alphil, 2012, 178 p.

Jean-Claude Rennwald & Jean Steinauer, *Le modèle horloger. 1937-2012 : les rouages d'une révolution,* Lausanne, L'événement syndical, 2012, 96 p.

Ces deux ouvrages ont en commun de rendre compte de deux expériences de gestion et de négociation par des acteurs du mouvement ouvrier dans un contexte commémoratif; et aussi d'être rédigés, au moins partiellement, par ces acteurs. Ils se distinguent en revanche par leur nature, la gestion d'une ville ou la défense d'une convention collective d'un grand secteur de production, ainsi que par leur ampleur respective.

L'ouvrage consacré à la gestion communale de La Chaux-de-Fonds émane de membres du parti socialiste qui annoncent faire œuvre de mémoire et ont bien conscience de n'être pas tout à fait dans une démarche historienne. Enrichi par de nombreuses illustrations, son propos thématique, qui est parfois un peu rapide, souffre de ne pas constituer une réelle mise en perspective de cette expérience de gestion socialiste.

Le propos met surtout en exergue les réalisations des responsables de cette municipalité de gauche, mais sans que l'on sache vraiment quel était leur écho dans la population et sur quelles forces sociales ils se sont appuyés. Sans être totalement hagiographique, la démarche comprend forcément une dimension de légitimation. Et c'est là sans doute l'intérêt premier de cet ouvrage: nous rendre compte de la manière dont les acteurs de cette gestion communale affirment leurs valeurs et le sérieux de leurs pratiques. En termes de valeurs, les chapitres consacrés au logement, à l'école et à la culture sont les plus intéressants, avec notamment les propos de l'ancien directeur de la Bibliothèque de la Ville, Fernand Donzé. Les questions du pacifisme et des droits des femmes débordent largement la politique municipale et relèvent en réalité d'une histoire sociale et politique locale particulièrement riche. De même pour le rôle du quotidien socialiste *La Sentinelle*. Quant à l'idée de «bonne gestion», dont les auteurs affirment avec une drôle d'ironie qu'elle ne serait pas le monopole de la droite, elle pose à la fois la question des pouvoirs limités d'une municipalité et celle de la relative modération de la politique alternative qui a été menée par les socialistes et les majorités de gauche.

Reste à considérer l'avenir. «Il subsiste un doute, écrivait *Le Temps* le 14 mai 2012, après les dernières élections communales. Cent ans après avoir pris les rênes de La Chaux-de-Fonds, la gauche y est-elle toujours majoritaire? La nouvelle venue à l'exécutif, l'avocate et médiatrice verte Nathalie Schallenberger, 46 ans, refuse de dire si elle est de gauche : "Je suis clairement Verte"». Ainsi, si une majorité progressiste subsiste officiellement à la tête de la municipalité chaux-de-fonnière, il sera intéressant d'en mesurer la réalité effective au cours des prochaines années.

La commémoration des 75 ans de la convention collective dans le secteur horloger pose des questions d'un tout autre ordre. Il s'agit à la fois d'une reconnaissance du syndicat comme structure représentative des salariés garantissant des droits fondamentaux dans le secteur, mais en même temps du premier accord dit de «paix du travail, de paix sociale, ce qui signifie bien davantage le fait de la reconnaissance mutuelle des partenaires sociaux avant d'engager tout mouvement de lutte qu'une quelconque interdiction de la grève, contrairement à ce que laissent entendre des clichés savamment entretenus par la pensée dominante. Le bilan proposé dans le petit ouvrage de Rennwald et Steinauer n'a pas tort de mettre en avant toute une série de conquêtes sociales et de garanties introduites dans la convention collective. Il souligne à juste titre que la toute première convention de paix du travail avait bien été celle de l'horlogerie, quelques semaines avant

celle plus connue de la métallurgie, qu'elle avait été signée au printemps 1937 pour quelques mois seulement, sans discussion préalable particulière avec les membres du syndicat. Mais il nous propose un bilan qu'il serait utile de compléter.

Cette publication syndicale force un peu le trait lorsqu'elle parle de «modèle horloger». Elle apparaît surtout comme une plaidoirie rendue nécessaire par un air du temps fort peu attentif au rôle des syndicats et des conventions collectives dans la défense de droits sociaux qui sont toujours plus menacés par l'ultra-libéralisme. Mais elle aurait sans doute pu interroger la politique syndicale en examinant tout particulièrement les périodes de crise et en évoquant la question de la lutte contre les licenciements. En effet, c'est aussi dans ces circonstances difficiles que l'on peut examiner de manière rigoureuse la fonction et l'efficacité réelles d'une organisation syndicale et d'une convention collective.

Ces deux ouvrages, en fin de compte, s'ils nous fournissent des informations importantes, démontrent aussi à leur manière l'intérêt et la nécessité d'une histoire critique de l'intégration du mouvement ouvrier en Suisse qui prenne suffisamment en compte le point de vue des principaux intéressés dans les luttes sociales, pas forcément organisés, mais assurément subalternes.

Charles Heimberg

Urs Zuppinger, *Luttes-ô-Flon. Une reconversion urbaine lausannoise mouvementée de 1984 à 2012*, Lausanne, Editions d'en bas, 2012, 271 pages.

Peut-on changer la vie? Peut-on changer la ville? C'est à cette question, qui peut paraître ambitieuse, que Urs Zuppinger répond de manière relativement positive. En effet, à travers un collectif extrêmement réduit, l'Association pour un aménagement harmonieux du Flon (APAHF), Agneta et Urs Zuppinger, principalement, ont réussi grâce à l'action politique à préserver de la démolition et d'une reconstruction monumentale un pan entier de la ville de Lausanne, la plate-forme du Flon, qui s'étend entre la Grand-Pont et le pont Chauderon. Bien que l'auteur tire lui-même un constat mitigé du résultat final, on ne peut être qu'impressionné par l'impact que cette action a eu sur une part importante de l'urbanisme lausannois.

Constituée par comblement de la vallée durant la seconde moitié du XIXe siècle et détenue par un propriétaire privé, la Compagnie du Lausanne-Ouchy, la plate-forme du Flon se cherche une reconversion à la fin du siècle suivant. Son activité reposant sur le stockage et le transfert de marchandises, activité dont témoignent les nombreux dépôts qui l'occupent, n'a plus lieu d'être. Par deux fois, l'APAHF fait barrage à des projets de transformation radicale, en lançant un référendum

en 1986 et en gagnant la majorité du Conseil communal en 1994. Les membres de l'association sont alors presque seuls à percevoir l'intérêt urbain et patrimonial de cette zone conservée dans sa forme historique. En effet, jusqu'au début des années 1990, le Flon est jugé de manière totalement négative par les autorités et la majorité de la population, qui ne peuvent envisager pour son avenir que la table rase, laissant place à une reconstruction de prestige signée d'un architecte star.

Bien que le Flon ne relève pas à strictement parler du patrimoine industriel – les activités productives y ont toujours été rares – il souffre d'une déconsidération identique à celle touchant souvent ce type de vestiges avant sa réhabilitation. Les classes populaires elles-mêmes rejettent fréquemment les témoignages d'un passé qui pourtant appartient en propre à leur histoire, mais dont le souvenir n'est pas toujours agréable ou valorisant. Dans le cas du Flon, il est significatif que les syndicats aient refusé de s'engager dans le mouvement d'opposition à sa démolition. Il faudra attendre le début des années 90 pour que «l'opinion publique» vire totalement. En effet, la presse s'empare du phénomène appelé alors «le Flon alternatif», regroupant diverses activités culturelles précaires, installées dans le quartier à la faveur de loyers avantageux, mais fixés à brèves échéances dans l'attente d'une revalorisation immobilière. Aujourd'hui, le Flon a conservé sa structure urbaine et quelques bâtiments emblématiques, mais subit une «gentrification» tapageuse, sous la forme de constructions clinquantes, de vidéosurveillance et de parkings souterrains. De fait, le mouvement de défense du Flon ne peut se vanter que d'un succès contrasté.

L'ouvrage d'Urs Zuppinger se propose comme un mode d'emploi de grande ampleur à l'usage de celles et de ceux se trouvant confrontés à des projets urbains jugés également inacceptables. Faisant la chronique presque jour par jour du mouvement – chronique dont la lecture se révèle pourtant tout à fait prenante – et tirant de chaque étape du processus des enseignements d'ordre général, ce bilan extrêmement détaillé, dont la publication n'a pas dû être aisée, offre aussi une documentation d'une richesse considérable, par ailleurs souvent très difficile à réunir.

Bruno Corthésy

Philippe Gfeller, *Place des Grottes*, Lausanne, Editions d'en bas, 2012, 251 pages.

Chez le même éditeur que les *Luttes-ô-Flon* à Lausanne, Philippe Gfeller publie un tout petit bouquin, couleur de chat siamois, sur le quartier des Grottes à Genève, qu'on peut mettre dans sa poche et transporter de squat en squat.

Hommage à la place qui a entendu les voix de Charlotte Floris, Lucien

Tronchet, Rémy Pagani; qui a vu l'occupation par les femmes du Café Papillon, bientôt rasé par les bulldozers officiels; qui a fait voguer sur sa fontaine un bateau utopique, vite rasé lui aussi…

Philippe Gfeller raconte tranquillement et plaisamment un siècle et demi d'architecture, d'urbanisme et de vie sociale dans ce quartier vite délaissé des Grottes, ainsi qu'en ville de Genève, faisant la part belle aux combats des habitants en faveur de la rénovation (que l'auteur oppose à la «RÉNOVATION»), racontant la vie du quartier, des beaux immeubles et des ateliers de la deuxième moitié du 19e siècle jusqu'à l'état actuel.

Les habitants, artisans et squatters ont longtemps été confrontés aux édiles, qui tergiversent pour enfin accepter une majorité de rénovations accolées au groupe de logements emblématique des Schtroumpfs et à quelques réalisations coopératives audacieuses, mais à l'avenir incertain. L'opposition est énergique contre les projets catastrophiques des CFF pour élargir la gare au prix de la destruction d'îlots exemplaires: le pire pourrait encore être à venir.

Architecte et urbaniste, l'auteur a choisi des illustrations parlantes, publié des plans successifs, réalistes ou utopiques, des photos des manifs et des fêtes, des flics et des occupants. On s'y croirait.

Marianne Enckell

David Hamelin et al., «Retour sur les Bourses du Travail», *Cahiers d'Histoire* 116-117, Paris 2011, 274 p.

Les *Cahiers d'Histoire,* «revue d'histoire critique» paraissant deux fois par an, sont structurés comme nos *Cahiers*: un dossier central est suivi de débats, de chroniques et de comptes rendus. Un des derniers numéros revient «aux sources de l'histoire syndicale française» avec une série d'études sur les Bourses du travail.

Dans son introduction, David Hamelin regrette l'émiettement des travaux actuels sur le syndicalisme en France, mais doit bien constater que ce recueil n'échappe pas à la règle. On y trouve des articles sur l'institution proprement dite des Bourses et leur rôle essentiel dans le placement ouvrier, mais aussi des études sur les lieux et les bâtiments, des monographies locales (Saint-Etienne, Saint-Brieuc, Bastia) ou thématiques (boucherie parisienne, théâtre du Peuple d'Amiens). Histoire orale en Corse, littérature en Bretagne (avec le roman de Louis Guilloux), propagande ou architecture, les méthodes de recherche sont aussi vastes et diverses que le rôle des Bourses du travail a pu l'être.

Marianne Enckell

Marc Vuilleumier, *Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960;* Lausanne, Editions d'en bas 2012, en collaboration avec l'AEHMO et le Collège du travail; 576 pages.

Quel recueil ! Les articles de Marc Vuilleumier étaient dispersés dans de nombreuses revues, pas toujours aisés à repérer (le catalogue RERO en répertorie au moins cent cinquante), parfois quasiment disparus. Voici un choix de vingt-deux textes sur l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse, privilégiant l'internationalisme et le syndicalisme révolutionnaire, des thèmes particulièrement chers à l'auteur. Celui-ci explicite ses choix et sa démarche, tant scientifique que militante, dans une longue introduction autobiographique tout à fait passionnante.

Après le texte fondateur «Quelques jalons…», publié en 1973, les articles sont organisés en série chronologique, de la première Internationale à la révolution russe et au-delà. On y trouve des discussions de questions controversées, des réhabilitations de personnages ou de textes oubliés. On y trouve un engagement constant en faveur de la rigueur historique et de l'autonomie de l'organisation ouvrière – voire pour l'autonomie de la recherche et la rigueur de l'organisation.

Ce volume est offert à des conditions exceptionnelles à nos membres (voir le papillon joint).

Sommaire

Avant-propos, Charles Heimberg, Alda De Giorgi et Charles Magnin
Introduction générale
1. Organisations ouvrières, mémoire collective et conscience historique
2. Quelques jalons pour une historiographie du mouvement ouvrier en Suisse
3. Pourquoi une histoire du mouvement ouvrier?
4. À propos d'un centenaire: La première Internationale en Suisse
5. Bakounine, l'Alliance internationale de la Démocratie socialiste et la première Internationale à Genève, 1868-1869
6. Bakounine et le mouvement ouvrier de son temps
7. Le socialisme libertaire en Suisse romande: un texte inconnu d'Adhémar Schwitzguébel, 1872
8. A propos des «Horlogers de l'anarchisme» de Mario Vuilleumier
9. Les exilés communards en Suisse
10. De l'esprit libertaire de la première Internationale au syndicalisme révolutionnaire du XXe siècle: James Guillaume (1844-1916)
11. Un centenaire oublié: La deuxième Internationale
12. Les exilés en Suisse et le mouvement ouvrier socialiste (1871-1914)
13. Mouvement ouvrier et immigration au temps de la deuxième Internationale. Les travailleurs italiens en Suisse. Quelques problèmes

14. Le courant socialiste au XIXe siècle et ses idées sur la démocratie directe
15. La police politique en Suisse (1889-1914). Aperçu historique
16. Le syndicalisme révolutionnaire en Suisse romande
17. Un document sur le mouvement syndicaliste de la Suisse romande en 1907
18. Mouvement ouvrier et travailleurs étrangers
19. Traditions et identité nationales, intégration et internationalisme dans le mouvement ouvrier socialiste en Suisse avant 1914
20. La grève générale de 1918 en Suisse
21. La Russie en 1921-1922 et l'Internationale: Lettres de Fritz Brupbacher à Pierre Monatte
22. Aperçu de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse (1890-1960)
Bibliographie de l'auteur depuis 1995
Index des noms propres

Achevé d'imprimer en août 2012
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : août 2012
Numéro d'impression : 208082

Imprimé en France

La Nouvelle Imprimerie Laballery est titulaire de la marque Imprim'Vert®

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives... sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro :

Nelly Valsangiacomo, Charles Heimberg, Alain Clavien, *Introduction*

Christian Koller, *La grève comme phénomène «anti-suisse»: xénophobie et théories du complot dans les discours anti-grévistes (19e et 20e siècles)*

Frédéric Deshusses, *Grève et militarisme: les critiques injustes de Fritz Brupbacher contre le Parti socialiste suisse (1905-1921)*

Joël Varone, *1954: trois jours de grève aux usines d'aluminium de Chippis*

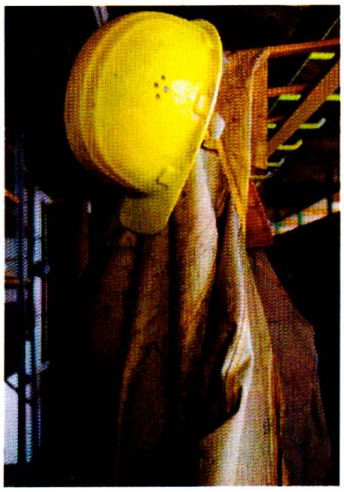
Michael Schmitz, *Le conflit salarial de 1955 dans la Fabrique de machines Oerlikon et la politique de paix sociale de la FOMH*

Mattia Pelli, *«On n'avait peur de rien». Immigrés et grève à la Monteforno de Bodio (1970-72)*

Gabriele Rossi, *Avec autant de montagnes autour de nous, qui peut donc croire que nous aurions un problème de sources?*

Stéphane Sirot, *Les âges de la grève en Europe occidentale (XIXe-XXe siècles). Jalons pour une histoire sociale comparée*

Chroniques, hommages, comptes rendus



AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne
www.aehmo.org
CCP 10-24143-0

Diffusion en librairie :
Éditions d'en bas,
30 rue des Côtes de Montbenon,
1003 Lausanne

25 CHF / 17 €

9 782829 004377